



ALLEMAGNE
FRIEDRICH MERZ VEUT
SON « CHOOSE GERMANY » POUR
ATTIRER LES INVESTISSEURS **PAGE 23**



Friedrich Merz veut son « Choose Germany »

En s'inspirant des « Choose France » de Macron, le chancelier allemand espère attirer les investisseurs internationaux.

Anne de Guigné

Comme un hommage. Friedrich Merz prépare en octobre prochain, à Berlin, un sommet de prestige où il entend convier les investisseurs du monde entier afin d'assurer la promotion du modèle germanique. Bref une version berlinoise des célébrations à Versailles de « Choose France », organisées par Emmanuel Macron durant ses deux quinquennats. Les investisseurs ont déjà reçu une présentation de l'événement où, selon le *Financial Times*, le gouvernement met en avant « sa position budgétaire solide » et le fait que l'Allemagne reste le seul pays du G7 crédité de la note la plus solide, AAA, par les trois principales agences de notation. Le chancelier issu de la CDU prend lui-même la plume pour alpaguer le chaland : « Investissez en Allemagne dès maintenant : participez à la profonde transformation structurelle du pays – en construisant des infrastructures de pointe, en favorisant l'innovation et en revitalisant notre base industrielle pour une compétitivité mon-

diale », écrit-il.

Depuis le printemps, les hauts fonctionnaires en charge de l'initiative vont prêcher la bonne parole dans les capitales du monde entier, afin d'en assurer la réussite. Les enjeux sont importants : le dernier sommet Choose France s'était soldé par des promesses de près de 100 milliards d'euros d'investissement. Et Friedrich Merz, à la peine depuis son élection sur la scène politique allemande, a bien raison de se préoccuper de l'image de son pays à l'international. Le temps où l'Allemagne s'imposait comme l'évident homme fort de l'Europe est bien résolu. En 2023 et 2024, le pays a affronté deux années de récession, avant un timide rebond, autour de 0,2 % en 2025. L'éclaircie se fait toujours attendre. Berlin ne table plus que sur une hausse du PIB d'environ 0,5 % cette année, là où les prévisions fin 2025 tournaient autour de 1 à 1,4 %. Symbole de ce décrochage, à l'automne 2024, dans le rayon des essais consacrés au pays, *Kaput*, le livre de l'ancien journaliste du *Financial Times* Wolfgang Münchau, a connu un beau succès.

Tous les piliers du modèle qui avait assuré la stabilité des années Merkel vacillent. D'abord la suprématie de l'industrie automobile est remise en cause par la concurrence chinoise, en avance vis-à-vis de l'Europe sur le sujet crucial de conversion aux technologies électriques. Volkswagen, qui fut longtemps le symbole de la prospérité allemande, s'apprête ainsi à fermer quatre usines en Allemagne et à renvoyer près de 100 000 personnes. « Quand l'industrie automobile commencera à décliner, tout le pays suivra », avertissait Wolfgang Münchau dans son essai. Le verdict est sévère, mais pas totalement faux. Les défis, colossaux, affrontés par l'Allemagne ressemblent à ceux du début des années 2000.

« La production industrielle en Allemagne est en baisse depuis plusieurs années. La valeur ajoutée industrielle diminue à un rythme moins soutenu, mais elle est, elle aussi, en recul, juge ainsi Clemens Fuest, président de l'Institut für Wirtschaftsforschung

(lfo). L'investissement privé est également en baisse. Face à ces constats, il faut parler d'une certaine désindustrialisation. Parallèlement, certains secteurs industriels allemands sont encore en expansion. Cependant, ils ne parviennent pas encore à compenser la contraction des autres secteurs. »

Face à ce marasme, l'industrie allemande se divise entre les adeptes du libre-échange, comme le géant Siemens, et les entreprises, moins compétitives, qui craignent de ne pas survivre à la concurrence chinoise bon marché et demandent donc une part de protectionnisme européen. « Il est extrêmement important de placer les relations commerciales et les relations entre l'Allemagne et la Chine, ou l'Europe et la Chine, sur une base solide et saine, défendait ainsi Roland Busch, le PDG de Siemens, à l'occasion d'une conférence de presse. Tout ce qui concerne le repli sur soi n'a jamais fonctionné à moyen et long terme. »

Tous les acteurs économiques s'accordent au moins sur un sujet : la nécessité de réformer le pays. En novembre dernier, le FMI le soulignait déjà. « Sans de nouvelles réformes audacieuses, tant au niveau national qu'au niveau de l'Union européenne, l'Allemagne res-

te confrontée à des perspectives de croissance à moyen terme toujours difficiles », prévenait l'institution. Selon ses experts, ces réformes devraient viser avant tout à stimuler l'innovation et la digitalisation de l'économie, à simplifier la bureaucratie et à accroître l'offre de travail, notamment pour les femmes, les seniors et les immigrés.

Après des mois de bataille avec ses alliés, Friedrich Merz a fait bouger les lignes ces derniers mois sur les retraites, la fiscalité, la santé... Des mesures visant à relancer l'innovation, notamment dans le secteur de la défense, ont aussi été prises. Las, son électorat, qui attendait des réformes nettement plus vigoureuses, demeure sceptique. Selon le dernier sondage de référence ARD-DeutschlandTrend, réalisé début juillet, seuls 13 % des Allemands se déclarent satisfaits de l'action de Merz, soit le score le plus bas jamais enregistré pour un chancelier en exercice en près de 30 ans d'existence de ce sondage. Pour remonter sa popularité, et lutter contre la montée en puissance de l'AfD, le chancelier entend présenter un nouveau train de textes autour de la modernisation de l'État-providence cet automne. C'est d'ailleurs ce qu'il promet aux investisseurs internationaux. ■

« Investissez en Allemagne dès maintenant : participez à la profonde transformation structurelle du pays - en construisant des infrastructures de pointe, en favorisant l'innovation et en revitalisant notre base industrielle pour une compétitivité mondiale »

Friedrich Merz Chancelier allemand

« Sans de nouvelles réformes audacieuses, tant au niveau national qu'au niveau de l'Union européenne, l'Allemagne reste confrontée à des perspectives de croissance à moyen terme toujours difficiles »

FMI



SEBASTIAN GOLLNOW/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Le chancelier allemand, Friedrich Merz, lors du conseil des ministres fédéral, le 22 juillet, à Berlin.